seur de la Franc-Maçonnerie, faisait, à Bois-le-Roi, sa partie de piquet avec son curé; il reçut les sacrements et fut enterré avec tout le tremblement. Mais paix à ses cendres et analysons le nouveau parti. En dehors de quelques rares naïfs, il se recrute parmi les fanatiques d'irréligion, quelques bigots de religion autre que le christianisme, les envieux, les jaloux, les ratés, les bilieux, les mouchards, les entretenus de gouvernement, les roués qui dissimulent mal les plumes de paon qu'ils se plantent dans toutes les jointures et les «ni Dieu ni maître», toujours prêts à s'agenouiller devant les bouddhas en place. (Frénétiques applaudissements).

Où étaient-ils donc depuis huit ans que nous livrons contre le collectivisme la rude bataille qui a occupé le cœur de ma vie? Où étaient-ils quand les pires anathèmes contre la Patrie étaient proférés, quand les excitations les plus outrancières étaient jetées, quand on se refusait à mettre le drapeau en berne à la mort du président Carnot, quand on foulait aux pieds les trois couleurs, quand toute une théorie d'orateurs au verbe sanglant venaient attiser les passions et quand il fallut se mettre en travers de cette armée de fanatisés, de violents et de sanguinaires? Quand nous risquions notre peau aux quatre coins des cantons où étiez-vous, M. Ego, M. Selliez, M. Bertrand, et autres ratons? Au coin du feu occupés à faire une partie de piquet... (Salve de bravos).

Le Combisme

Leur appétit est aiguisé par l'attente et ils arrivent les dents longues, prêts à s'asseoir à la table d'hôte où les convie M. Combes, à la table où nous avons refusé de nous asseoir, parce que nous ne voulions pas nous associer à son œuvre, œuvre néfaste, à notre avis, pour la République.

Oh! je sais que vous me déniez le droit de parler de la République. Républicain, certes, je l'étais quand M. Vel-Durand et M. Bourgeois m'invitaient à employer mon influence à renflouer l'esprit républicain à Roubaix. Républicain, je l'étais quand Deschanel et Waldeck-Rousseau vinrent en cette même salle m'apporter l'appui de leur éloquence. Républicain, je l'étais encore, bien que ne m'étant pas associé à la conception audacieuse de Waldeck-Rousseau, confiant le portefeuille du commerce à M. Millerand. Républicain, je l'étais encore, il y a un an, quand je votais pour M. Potié.

Mais, aujourd'hui, pour être républicain, il faut laisser les hôpitaux, refuser aux pauvres les soins religieux que les riches achètent à gros deniers, faire de l'action directe avec Charbonnel dans les églises. Depuis que révolté par la tyrannie de M. Combes, par la veulerie d'une foule de députés et sénateurs qui, interprètes de l'opinion publique, la trahissent en n'osant pas dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas, depuis qu'écœuré de toutes ces compromissions et de cette domestication, je me suis refusé à porter tout collier, toute attache, on me dénie le titre de républicain, comme si M. Combes incarnait la *République*. Eh bien non! Roubaix ne m'a pas envoyé à la Chambre pour que je mente à toute ma vie.

Nous ne sommes pas ministériels, mais nous restons aujourd'hui ce que nous étions hier, républicains déterminés, loyaux envers le Président de la République, loyaux envers la loi, *entendant que le pouvoir civil prédomine les autres*, mais *respectueux de toutes les libertés* qui font la santé de la nation, respectueux de la liberté de conscience, tolérants par définition, par instinct, par droiture, répudiant les luttes de races, les querelles confessionnelles, entendant que le clergé se renferme dans sa mission à l'église comme l'instituteur dans son école, ne faisant grief à personne des élans de sa conscience qui ne relève que de son for intérieur. Et c'est parce que tous nos sentiments sont blessés à vive chair par M. Combes que nous sommes résolument antiministériels.

Nous avons été longtemps seuls à dénoncer ces méfaits. Mais voici que maintenant c'est du sein même du bloc que partent les grondements précurseurs de l'orage. C'est M. Waldeck-Rousseau luimême qui est tancé et morigéné par le grand Pion. Ce sont ses ministres qui, sous l'impulsion de leur Président se font la main pour le grand assaut. Ce sont MM. Caillaux, Leygues, de Lanessan, Millerand, Ch. Dupuy, et puis Lockroy, Chaumet, Chautemps, Doumer et d'autres seigneurs de même importance. Ce n'est pas moi, c'est M. Waldeck-Rousseau qui a dénoncé en juillet, l'affolement du parti républicain. Ce n'est pas moi, c'est M. Waldeck-Rousseau qui a reproché à l'*Union Démocratique* de n'avoir pu faire adopter aucune mesure transactionnelle. La poire est mûre. On a secoué l'arbre trop tôt ou trop tard. Mais *aux cerises* ce sera tout. Et le combisme aura vécu!

Autres calomnies

Mais j'en reviens à M. Ego et à ses satellites. Dans une affiche, ces derniers, mal repiqués chez eux, m'accusent d'avoir abaissé et ruiné Roubaix. M. Ego a bien de l'audace, lui qui va chercher une main-d'œuvre marchande en Picardie et dans le Cambrésis.

M. Eugène Motte répond victorieusement aux diverses attaques dont il a été l'objet de la part des radicaux, ainsi qu'il l'a fait dans toutes les réunions de quartier. Il proteste, notamment, contre ce mensonge sciemment distillé d'après lequel les impôts seraient augmentés d'un tiers par la faute de l'Administration municipale. Puis il passe à la principale calomnie.

Ne trouvant rien de plus à nous dire, déclare l'orateur, et ne pouvant pas attaquer notre administration parce qu'elle ne présente pas de brèches, pas un [illegible] pour ses basses, on nous veut rendre responsables de projets éclos dans des *cerveaux brumeux et brûlés*. Je parle de M. de la Chapelle et du père Le Bail, son correspondant ou *inspirateur ou confident*, ou complice, ça m'est égal. Eh bien! je l'affirme, tout comme M. Despatures, *que je n'ai jamais été connu de ces projets*, avant que M. Delcourt ne vint me montrer une copie de lettres dérobée. J'ai répudié énergiquement le projet et la plupart des administrateurs, sitôt avisés, mirent leur veto. Pressenti, d'ailleurs, sans qu'on ait présenté la question sous la forme depuis révélée, j'avais opposé une fin de non-recevoir très nette. De là, d'ailleurs, le mécontentement de M. de la Chapelle qui s'exprimait dans sa prose interminable et rocambolesque en disant «*que j'avais le cerveau* [illegible] *que j'étais un individualiste endurci, etc.*

J'ai lu ce passage. J'ai mis au défi le journal qui m'attaque de le publier. Il s'est bien gardé de me démentir.

Et d'ailleurs cet office, pourquoi *me le mettre sur le dos?* Il fut autorisé en 1897, par la Préfecture, sur *avis favorable* de M. Henri Carrette. Et l'on me rend responsable d'avoir payé *ma cotisation*. Je suis assailli de demandes de toutes natures. Il faut bien être renseigné sur les solliciteurs, sinon on s'endurcirait, tant il y a de faux pauvres qui vous exploitent. Non! qu'on nous juge sur nos actes et non sur des actes de tiers, alors surtout qu'on n'a jamais pactisé avec ces méthodes ténébreuses. Ma vie est en plein air, en plein jour, et tous mes actes témoignent que je suis ennemi de toutes ces méthodes d'inquisition.

En face de tous ces partis, ajoute l'orateur, nous nous présentons tous les 27 avec quelques excellentes recrues.

M. Eugène Motte donne ensuite un aperçu de l'œuvre de la municipalité républicaine ainsi qu'il l'a fait dans les précédentes réunions et il conclut comme suit : Employez tout votre effort individuel pour nous seconder durant les instants qui nous séparent du scrutin. Soyez les ouvriers de la dernière heure, nos meilleurs collaborateurs. Vous servirez ainsi les intérêts de votre famille, de votre ville et de la République.

Un tonnerre d'applaudissements accueille cette péroraison, toutes les mains se tendent vers M. Eugène Motte. Durant quelques minutes les 5.000 électeurs lui font une ovation triomphale qui doit lui faire oublier bien des fatigues et bien des amertumes.

DISCOURS DE M. COLRAT

M. Colrat n'est pas un inconnu pour les Roubaisiens. Le très jeune mais très brillant orateur a la voix chaude, le geste ample mais sobre. La diction est impeccable, la phrase dénuée d'artifice se déroule précise, évoquant les images.

Nous voici donc encore à la veille d'une bataille, dit M. Colrat en commençant son discours. Nous avons encore devant nous les mêmes ennemis, mais ils ont changé d'attitude. A côté des collectivistes avérés, nous avons les révolutionnaires honteux et, leur tendant la main, un amalgame de gens envieux ou déçus ; ils s'intitulent les vrais républicains, alors qu'ils n'appartiennent qu'à un parti sans nom.

Les élections municipales seront politiques à Roubaix, plus qu'ailleurs, parce que la France a les yeux fixés sur Roubaix et attend dans l'anxiété le verdict que rendra dimanche le corps électoral roubaisien. M. Colrat précise le caractère politique de ces élections et il en donne les raisons. C'est d'abord parce que les électeurs appartiennent à un parti, et qu'il leur est impossible de faire abstraction de ce fait ; c'est encore parce que les Conseils municipaux ont une mission politique, celle de nommer les sénateurs ; c'est enfin parce que le Ministère actuel a voulu leur donner ce caractère politique.

M. Colrat développe cette idée et il fait, aux applaudissements de l'auditoire, le procès de la politique combiste envisagée surtout au point de vue des intérêts communaux. C'est qu'en effet le Ministère actuel a fait voter par le Parlement des lois qui créeront des charges pesantes pour les communes. Les assemblées communales avaient cependant été consultées, et leur volonté était clairement apparue qu'elles réprouvaient les lois d'exception que l'on proposait. Cette volonté, le Ministère l'a brutalement dédaignée, jamais il n'en a fait état. Mais ce n'est pas seulement dans le domaine des lois politiques récentes qui ont profondément ému le pays, que l'arbitraire gouvernemental s'est donné libre cours. Toutes les questions dans lesquelles les intérêts municipaux ou les franchises communales étaient en jeu, ont été brutalement tranchées au mépris de tous les droits et de toutes les libertés. Il n'est pas jusqu'aux valeureuses et héroïques compagnies de sapeurs-pompiers qui n'aient eu à souffrir de cet arbitraire. Elles ne pourront plus, sans autorisations formelles, déployer leurs drapeaux aux couleurs de France, ou endosser *leurs uniformes*.

C'est pour flétrir cette tyrannie que les élections municipales doivent être politiques. La voix de M. Colrat devient véhémente et un frisson court dans la salle quand, frémissant, il demande aux fils de Flandre, de ne point laisser tomber les libertés chéries. Il évoque les luttes héroïques soutenues dans les plaines de Flandre et sur les collines de Mons-en-Pévèle, par nos aïeux, pour la défense des libertés.

Dans la seconde partie de son discours, M. Colrat examine les critiques acerbes et injustifiées que l'on fait au parti républicain.

Cependant nous sommes ce que nous avons toujours été. Nous voyons dans les partis les plus avancés des gens qui nous donnent des leçons et ces gens étaient hier les admirateurs des rois et des empereurs.

Nous ne sommes pas plus réactionnaires que Ferry et Gambetta. Nous ne sommes pas davantage des cléricaux. Il est vrai qu'aujourd'hui on est clérical quand on respecte le droit des gens d'aller à la messe ou de faire leurs Pâques. On est clérical aujourd'hui quand on ne se rend pas dans les églises pour voir s'il ne s'y trouve pas un fonctionnaire ou sa femme.

Nous sommes des républicains progressistes alliés à des libéraux et nous n'avons pas peur de crier bien haut cette alliance, car nous ne sommes fermés ni à droite, ni à gauche, et nous prenons franchement la main de tous ceux qui veulent défendre les libertés.

Dans une belle péroraison, M. Colrat adjure les électeurs roubaisiens de renvoyer dimanche M. Motte à la Mairie, où il continuera le bon combat pour sa ville et pour la France.

Une ovation enthousiaste est faite par l'auditoire à M. Colrat. M. Motte, ému, se lève et lui donne l'accolade.

L'ORDRE DU JOUR

Quand le tonnerre d'applaudissements s'est apaisé, M. Lehoucq donne lecture de l'ordre du jour suivant qui est adopté à l'unanimité : «Cinq mille électeurs réunis à l'Hippodrome roubaisien, après avoir entendu les discours de MM. E. Motte et Colrat, acclament les candidats de l'*Union Sociale et Patriotique* et s'engagent à les faire triompher le 1er mai prochain.»

A onze heures moins dix, la foule s'écoule lentement au chant de la *Marseillaise*.

Aucun incident ne s'est produit à la sortie.

—×—

Samedi, 30 avril, à huit heures et demie du soir, réunion des comités des sections de l'U. S. et P., dans leurs locaux respectifs.

—×—

A propos de la réunion de l'estaminet du « Chinois »

Nous recevons de M. Noyelle, conseiller municipal, la lettre suivante :

Roubaix, le 29 avril 1904.

Monsieur le Directeur du *Journal de Roubaix*,

Le compte rendu de la réunion tenue hier soir, estaminet du *Chinois*, paru dans votre estimable journal, résume impartialement une déclaration que j'y ai faite. Pour m'éviter toute interprétation contraire à son sens, je vous demande ne me permettre de la préciser.

Je n'ai pas dit : « Je suis convaincu que M. Selliez *cherchera un arrangement*, afin d'éviter que je fasse la preuve de ce que j'ai avancé », mais bien : « M. Selliez a promis de me confondre devant les tribunaux. Il ne le pourra qu'à la condition de me laisser produire mes preuves et de les réfuter. Je vais demain au Tribunal, vous verrez que M. Selliez s'arrangera au nom de la loi pour m'interdire la production de ces preuves, mais s'il en est ainsi, M. Selliez n'arrivera à convaincre aucun de mes concitoyens, que tout ce que j'ai dit en ce qui le concerne, *n'est pas l'exacte vérité*. »

Ce que j'ai dit touchant les éducateurs de la jeunesse qui se lancent dans les luttes politiques, demande également à être précisé. J'ai déclaré :

« On m'assure que les attaques venimeuses dirigées contre le maire de Roubaix et mes collègues sortants, seraient rédigées par quelques membres du corps enseignant.

» Je professe pour l'Université et notre corps enseignant la plus grande affection, étant moi même fils d'instituteur et d'institutrice, mais si j'estime que l'instituteur a tous les droits des citoyens, il a aussi le devoir de se tenir à l'écart des luttes de partis et de ne pas rabaisser son caractère au rôle humiliant pour lui d'agent électoral. »

Voilà, Monsieur le Directeur, les déclarations que je souhaite vous voir reproduire. Je vous remercie d'avance de votre bonne obligeance et vous prie d'agréer mes salutations empressées.

J. Noyelle, *conseiller municipal*.

—×—

LES AFFICHES

Les affiches suivantes ont été placardées dans la journée de vendredi :

Simple réponse

Il parait que depuis sept ans que l'Office Central a été fondé Monsieur de la Chapelle m'a écrit une lettre, — une seule, — qui aurait été retrouvée dans le fameux copie de lettres détourné par M. Delcour.

Si le texte de cette lettre a été reproduit exactement, ce que j'ignore, elle n'a fait que rappeler, en l'accentuant la condition qui figure sur tous les renseignements de tous les Offices : « Renseignements rigoureusement personnels et confidentiels ».

Voilà donc éclairci le mystère terrible qui a pénétré d'effroi le Comité tout entier de l'*Union Démocratique*.

C'est se moquer des électeurs que de leur servir de pareilles fumisteries.

Félix Chatteleyn, *candidat*.

A qui la faute?

Les habitants des hameaux ou des quartiers excentriques de la ville payent moins d'impôts que ceux de la population agglomérée.

En 1901, du temps de l'administration Carrette, une Commission dont faisaient partie MM. Ponthieu, Dujardin et Wichart, adjoint et conseillers collectivistes, a été chargée de réviser les limites de l'agglomération de Roubaix.

C'est à ce moment que l'administration des contributions indirectes a supprimé la plus grande partie de la banlieue.

Et M. le Préfet du Nord, par arrêté du 9 janvier 1902, a englobé 8,000 habitants en plus dans l'agglomération.

Et, brusquement, ces habitants ont vu leurs patentes triplées, quadruplées et même quintuplées!

Ils ont dû payer aussi la contribution des portes et fenêtres dont ils étaient indemnes jusque-là!

Des adversaires aux abois disent que c'est de la faute de l'Administration actuelle.

C'est un mensonge!

La faute en est au gouvernement qui lève toujours plus d'impôts et qui gaspille l'argent des contribuables, comme les collectivistes ont gaspillé l'argent de la ville!

—×—

Entre deux conseillers

Dubois. — Te dis, Ive Pitche, que j'ai été t'cheur d'souvris in Balsique. Te sais bin qui n'est nin vrai, allons!

Ive Pitche. — I faut bin raconter in' séquo.

Dubois. — Et acor qu'in arot été in t'cheur in Balsique, que qu't'aros à dire?

Si m' t'avot pos été t'cheur ti même à Gand, te seros acore in vilain petit flamind, ti, Ive Pitche, et t'aros pos vindu tros rondelles par jour pindant l'grèfe et porté tes doupes à la banque. — ???

—×—

Les Carrette, les Lepers, les Bailleul, les Ivo, quand la caisse municipale a été vidée, ont « couru in vo ».

Maintenant que leurs successeurs l'ont remplie, ils reviennent au galop. Vous plaira-t-il encore, Roubaisiens, de la leur confier?

Dans ce cas, ils ne tarderont pas à l'avoir vidée de nouveau.

—×—

Aux employés de l'octroi

Camarades, les collectivistes mentent effrontément. Au lieu de nous soutenir, comme il le prétend, Carrette a voulu pour combler le déficit de son Administration, nous sacrifier tous, sans la moindre indemnité. Aujourd'hui, notre existence est encore menacée par les trois partis adversaires de la municipalité. Défendons-nous!

Pendant dix ans qu'ils ont siégé à la Mairie, les collectivistes ne nous ont accordé qu'une augmentation de 75 francs, tandis que la municipalité actuelle a déjà élevé notre traitement de 50 francs, depuis deux ans seulement.

En 1901, les collectivistes nous ont frustrés de nos effets d'habillement; la municipalité actuelle, dès son arrivée à la Mairie, a réparé cette injustice.

Eugène Motte et ses amis ont sauvé le pain de nos famille. Ils seront encore nos défenseurs, s'il est besoin. Votons tous pour eux.

Le groupe le plus nombreux des Gabelous.

—×—

Les candidats socialistes ont inscrit dans leur programme la création d'un théâtre municipal.

Ce serait la fermeture du Théâtre du Fontenoy, et tout le petit commerce du quartier en souffrirait.

Les conseillers sortants, par leur souscription personnelle et en faisant voter une subvention municipale, ont soutenu le théâtre populaire du quartier.

Nous voterons pour les conseillers sortants de la 2e section : MM. Chatteleyn, Browaeys, Blauwart, Delfortrie, Dubois et Herbaux.

Un groupe de commerçants.

A TOURCOING

UNE IMPOSANTE MANIFESTATION AU CASINO

Trois mille électeurs acclament les candidats antiministériels. — Discours de MM. Jules Desurmont, Demeersman et Emile Barrois

Le Comité des candidats antiministériels avait organisé une réunion électorale, vendredi soir. Nous avons rarement vu l'immense salle du Casino aussi garnie ; on s'y étouffait littéralement et cette réunion a pris le caractère d'une imposante manifestation en faveur de la candidature de nos amis.

Tous les candidats s'étaient groupés sur l'estrade ; le bureau se composait de M. Jules Desurmont, auquel l'assemblée a donné comme assesseurs M. François Lorthiois, négociant, et M. Joseph Scamps, savonnier.

M. Jules Desurmont a pris le premier la parole en ces termes :

Discours de M. Jules Desurmont

M. Jules Desurmont prend d'abord la parole: il dit qu'il est heureux, comme doyen d'âge des candidats, de pouvoir présenter les hommes généreux qui ont consenti à accepter la candidature au Conseil municipal.

Si je n'avais consulté, ajoute-t-il, que mes goûts et mes convenances personnelles, je ne serais pas ici aujourd'hui; mais j'accomplis un devoir civique auquel je ne pouvais me soustraire.

Il est regrettable que la politique se soit introduite dans les élections municipales, mais la faute en est à M. Combes qui a voulu les placer sur ce terrain.

Puis M. Desurmont examine la situation créée à Tourcoing par l'Administration de M. Dron; il déclare que, tout comme au ministère, le favoritisme, l'exclusion systématique, l'embrigadement des fonctionnaires sont pratiqués à Tourcoing.

M. Desurmont parle ensuite de la situation financière. Si elle est bonne c'est non pas au maire actuel qu'en revient le mérite, mais à ses prédécesseurs.

Mais M. Desurmont ne veut pas insister sur ce point. Il déclare qu'avant tout les candidats anti-ministériels veulent secouer le joug du parti représenté par M. Dron. Ce sont des libéraux qui ne veulent pas d'une ingérence abusive du clergé ni du fanatisme maçonnique.

L'orateur fait alors l'éloge des religieux et religieuses que M. Dron a contribué à chasser et termine par un vibrant appel à l'union de tous les bons citoyens contre le Bloc rouge, le Bloc des sectaires et des socialistes représentés à Tourcoing par la liste de M. Dron.

Discours de M. Demeersman

M. René Demeersman, employé de commerce, se fait ensuite le porte-parole des candidats pour développer, de son côté, le programme électoral antiministériel.

A propos de l'enseignement, il s'élève contre la pression exercée de nos jours sur les fonctionnaires et les employés d'administration dont on entrave la liberté de faire élever leurs enfants comme ils l'entendent. Pour nous, nous n'entraverons jamais leur liberté, a-t-il ajouté, mais nous nous préoccuperons d'améliorer leur sort.

M. Demeersman fait ensuite ressortir les conséquences qu'entrainera, pour toutes les catégories de commerçants l'expulsion des congrégations religieuses. Non seulement le commerce perdra cette clientèle importante, mais il aura à supporter des charges nouvelles par suite des dépenses énormes nécessitées par la construction de nouvelles écoles.

M. Demeersman en arrive ensuite à la question du monopole des pompes funèbres. Il reproche à M. Dron de n'être pas monté à la tribune pour soutenir l'amendement Fleury-Ravarin qui limitait le monopole au seul transport des corps. En ce qui nous concerne, dit l'orateur, nous sommes ennemis de tout monopole et nous nous attacherons à confiner la compagnie des Pompes funèbres dans les limites de son cahier des charges.

M. Demeersman fait également des déclarations importantes au point de vue de la répartition des secours ; il la veut équitable pour tous les indigents, comme il entend que les allocations scolaires soient réparties entre tous les enfants des écoles, sans aucune distinction.

L'orateur fait ensuite une critique de l'Administration municipale qui a fait de fortes dépenses de luxe en négligeant certaines dépenses beaucoup plus nécessaires au point de vue de la voirie urbaine.

M. Demeersman termine en adjurant les électeurs d'envoyer à l'assemblée communale des hommes qui répudieront la politique de haine et de discorde pratiquée par le Ministère actuellement au pouvoir et qui travailleront au bien de tous. Il fait appel à la discipline, de façon à faire triompher dimanche prochain la liste des candidats antiministériels.

Discours de M. Emile Barrois

M. Emile Barrois, que de longues acclamations saluent à son apparition à la tribune, prend ensuite la parole.

Il rend tout d'abord un délicat hommage à l'honorable M. Jules Desurmont qui a bien voulu, cette fois encore, donner aux Tourquennois une preuve de son dévouement à leurs intérêts, puis il aborde la question électorale. Les élections municipales auront cette année une importance capitale, car elles ont fatalement un caractère politique.

L'orateur s'attache surtout à la question de la liberté de l'enseignement, et, aux applaudissements de toute l'assistance, il montre comment M. Grousseau, par son intervention dans la discussion, est parvenu à retarder le vote de cette loi liberticide de telle façon que le Sénat n'a pas encore été appelé à la discuter. Il y a, par conséquent, poursuit l'orateur, une très grande importance dans cette élection des conseillers municipaux qui formeront le corps électoral du Sénat.

En termes vibrants, M. Emile Barrois fait appel à tous les électeurs et leur montre que le salut de la France est aujourd'hui entre leurs mains.

Ces différents discours ont été fréquemment interrompus par les applaudissements chaleureux de tout l'auditoire.

M. Jules Desurmont propose ensuite l'ordre du jour suivant :

« Trois mille électeurs réunis dans la salle du Casino, approuvent le programme municipal qui vient de leur être exposé, et prennent l'engagement de faire triompher la liste des candidats antiministériels ».

Cet ordre du jour est voté par acclamations et la réunion prend fin au chant de la *Marseillaise*.

A WATTRELOS

Manifeste de l'Union Républicaine

Aux électeurs de Wattrelos!

Notre programme politique — Par la volonté du gouvernement, les élections municipales auront, cette année, une signification politique. Nous n'hésitons pas à déclarer qu'en votant pour nous, vous ferez entendre une protestation très nette contre le ministère Combes.

Le ministère et la lutte contre la religion. — Toute sa politique est renfermée dans ces quelques mots: « Guerre à la religion! » Son histoire se résume en des vexations incessantes et odieuses à l'adresse de toute une catégorie de citoyens. Il est hanté par une idée fixe: « Persécuter les catholiques. » N'a-t-il pas été jusqu'à faire enlever les crucifix de tous les prétoires?

Le ministère et les retraites ouvrières. — Comme il passe son temps à réaliser l'œuvre de haine impérieusement dictée par les loges maçonniques, il n'a plus le temps de s'occuper des réformes sociales. Les ouvriers, toujours dupés, attendent encore les retraites ouvrières promises depuis si longtemps.

A la séance du 17 mars dernier, M. Millerand a reproché vivement à M. Combes de n'avoir point déféré à l'invitation de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, laquelle sollicitait le concours du président du Conseil pour faire aboutir enfin le projet de loi relatif aux ouvriers.

« Je reproche au gouvernement, disait M. Millerand, de n'avoir pas, dès les premiers jours, donné à la question des retraites ouvrières la place qu'elle méritait, et de n'avoir pas permis à la Commission, je ne dis pas d'aboutir, mais de commencer ses études. »

Pour se défendre contre cette accusation grave, condamnation accablante formulée par un ami politique, M. Combes a répondu qu'il fallait d'abord mener jusqu'au bout la lutte contre le cléricalisme, puis rechercher les ressources correspondantes aux dépenses que nécessiterait la création de retraites. Or, il est démontré que les lois de persécution religieuse imposées par M. Combes, absorberont des millions.

Nous croyons que les ouvriers aimeraient mieux qu'on s'occupe de leur préparer des retraites pour leurs vieux jours que de consacrer toutes les ressources de l'Etat à tracasser les catholiques.

Pour avoir osé rappeler, à un moment inopportun, les réformes sociales, M. Millerand a été excommunié, rejeté comme traître par le « Bloc ». Il n'est plus à ses yeux qu'un vulgaire réactionnaire, un jésuite!

Nous voulons la liberté. — La politique du ministère actuel est une politique anti-française, anti-républicaine; nous la réprouvons énergiquement. Comme notre sympathique député, M. Eugène Motte, nous voulons une République aimable, tolérante, honnête, respectueuse de toutes les libertés. Le persécuteur n'est pas un républicain.

Pour toutes les libertés méconnues, pour toutes les réformes sociales toujours promises et jamais réalisées, nous lutterons sans trêve ni merci. Nous apporterons notre concours à ceux qui veulent faire triompher les saines doctrines gouvernementales.

Nous serons toujours en un mot les ennemis des sectaires haineux qui prennent leur mot d'ordre dans les Loges.

Guerre aux utopies collectivistes. — De même, nous combattons les utopies collectivistes. Le parti qui les propage est une infime minorité, et déjà il est divisé en cinq ou six sectes différentes, qui s'excommunient les unes les autres. Voyez ce qui se passe à Croix entre M. Desbarbieux et ses amis! Si le socialisme arrivait au pouvoir, notre pays serait livré à l'anarchie, à la guerre civile. C'est ainsi qu'on prépare le lit d'un dictateur.

Nous soutiendrons les vrais libéraux. — Le Conseil municipal, par ses délégués sénatoriaux, peut exercer une influence sur la politique gouvernementale; si vous nous accordez vos suffrages, nous ne nommerons comme délégués aux élections du Sénat que des hommes qui seront les partisans d'une République libérale et qui voudront réaliser les réformes sociales pratiques, en s'inspirant des principes d'une saine démocratie. Nous exigerons d'eux un engagement formel au point de vue de la réalisation prochaine des retraites ouvrières.

Plus de millions pour les lois de persécution! Toutes les ressources disponibles pour les lois de progrès social!

Notre programme municipal. — Partisans résolus de l'instruction obligatoire, nous ferons construire des écoles dans tous les quartiers populeux au fur et à mesure que les finances le permettront. Nous veillerons à ce que les secours soient distribués équitablement aux indigents sans esprit de parti politique, en dehors de toute préoccupation confessionnelle. Notre premier soin sera de résoudre la question d'éclairage afin que toute la ville soit éclairée l'hiver prochain.

Nous n'avons pas de gros revenus. — Si, comparativement au nombre d'habitants, nos ressources étaient égales à celles de Roubaix-Tourcoing, nous aurions un million trois cent mille francs à dépenser chaque année. Or, Wattrelos avec ses 26.000 habitants, n'a qu'un budget de cent quatre vingt dix mille francs. Wattrelos est une ville essentiellement ouvrière: nous n'avons que de faibles ressources. Il est donc impossible de former de grands projets. D'ailleurs les lois de M. Combes obéreront très gravement notre budget communal, puisqu'elles nous mettront dans l'obligation de remplacer des écoles libres qui ne nous coûtent pas un sou et dans lesquelles des milliers d'enfants reçoivent l'instruction primaire.

Pas de promesses chimériques. — Nous ne ferons pas de promesses irréalisables ; mais nos préoccupations seront toujours dirigées du côté des réformes démocratiques. Le passé ne vous est-il pas un sûr garant de l'avenir? — Les conseillers sortants patronnés par l'*Union Républicaine* n'ont-ils pas montré en toutes circonstances leur dévouement aux intérêts du peuple!

Ce qu'ils ont fait. — La mairie est devenue vraiment la maison de tous. Tous les samedis soir, les Wattrelosiens, sans distinction de parti, y sont reçus fraternellement. Il y trouvent, parfaitement organisés, un service de consultations judiciaires gratuit et un véritable secrétariat du peuple. La municipalité a toujours participé avec empressement à toutes les manifestations populaires, aux jours de deuil comme aux jours de joie. Le minimum de salaire, cette mesure de sauvegarde précieuse pour les ouvriers employés dans les travaux communaux, a été inscrite dans toutes les adjudications publiques. Les fournisseurs ne peuvent plus se faire la concurrence aux dépens des travailleurs. Des démarches ont été faites auprès de toutes les grandes administrations et en particulier auprès de la Compagnie des Tramways pour défendre les intérêts des employés et des ouvriers. La place du Sapin-Vert a été mise en état. La rue Négrier prolongée a été pavée sans que la commune ait eu à dépenser un sou. A la suite de démarches près de MM. Lefebvre et Bastin, un aqueduc spécial a été établi par eux, conduisant leurs eaux à l'Espierre, pour éviter les inondations du Petit-Tournay. Un puits a été établi au Cimetière. Des cours gratuits de langues vivantes et d'arboriculture ont été créés. Tous les crédits demandés par les établissements charitables ont été votés sans discussion.

L'école de la Baillerie, l'école du Centre et celle de la Vieille-Place ont été agrandies; celle du Crétinier va l'être ces jours prochains. Nous avons donné aux plus studieux de nos écoles l'accès des grandes institutions de Roubaix. Nous dépensons pour l'enseignement le neuvième de notre budget.

En résumé, quand les finances le permettaient, les conseillers de l'*Union Républicaine* ne lésinaient pas sur les dépenses nécessitées par l'enseignement populaire, les œuvres de bienfaisance et d'amélioration sociale. Ils auraient fait plus encore, si les ressources très limitées du budget communal n'avaient mis obstacle à l'accomplissement de bien des projets généreux.

Représentants d'une commune pauvre, ils se sont souvenus toutefois qu'on peut encore prouver son dévouement au peuple en lui témoignant une affection véritable.

Personne ne pourrait nier qu'à la mairie de Wattrelos les portes sont toujours largement ouvertes au travailleur. Il y trouve l'accueil cordial et fraternel, le conseil désintéressé, l'appui d'une démarche, parce qu'on n'y oublie pas que dans la belle devise républicaine se trouve inscrit le mot de: Fraternité. Quant aux relations entre patrons et ouvriers, les candidats de l'*Union Républicaine* s'efforceront de les rendre plus courtoises; ils seront avec les ouvriers quand la justice sera de leur côté. Ils travailleront à la paix au lieu de pousser à la guerre.

Comme M. Combes représente le parti de la haine, nous sommes ses adversaires résolus. Républicains ayant M. Motte comme chef de file, nous devons défendre la liberté, l'égalité, mais nous ne pouvons, sans renier nos principes, oublier que nous sommes tous des frères dans la grande famille française.

Electeurs, ouvriers, petits commerçants, réfléchissez, sondez votre conscience, ne votez que pour des hommes probes, honnêtes et travailleurs qui s'occuperont de vos véritables intérêts. Si vous confiez aux candidats de l'*Union Républicaine* le soin des intérêts communaux, soyez persuadés qu'ils seront en bonnes mains.

Vive Wattrelos! Vive la République progressiste!

Le Comité de l'Union Républicaine.

—×—

Une réunion à la Houzarde. — La réunion d'hier soir, à la Houzarde, salle Bayart, a obtenu un magnifique succès qui fait augurer favorablement du triomphe de demain. Tour à tour MM. Lelo[illegible] Ledoux et Leplat qui ont pris la parole ont été chaleureusement applaudis.

A CROIX

Le Comité républicain progressiste fait placarder une affiche ainsi conçue, en réponse à une affiche du Comité radical :

« Républicains,

» Non, nous ne cherchons pas à vous tromper. Partisans résolus de la liberté dans la République, nous la voulons pour tous, sans distinction de religion. Les véritables cléricaux, ce sont ces fanatiques, pour qui le droit des citoyens, contenu dans la Déclaration des Droits de l'Homme, dont cependant ils se réclament à grands cris, n'est qu'un vain mot! Et ces cléricaux fanatiques, vous les trouverez sur les listes de nos adversaires.

» Donc, républicains, le 1er mai, que vos préférences soient pour les candidats républicains progressistes et votez en masse pour eux.

» Vive la République!

(Suivent les noms des candidats.)

—×—

On a distribué hier, la circulaire ci-après :

Electeurs croisiens,

Nous avons été trop longtemps, hélas! les victimes de la municipalité collectiviste. Esclaves honteux d'un parti fourbe et haineux, nous avions perdu tous nos droits, nous ne pouvions plus agir selon le cri de notre conscience; il a fallu nous taire et nous soumettre devant les naïvetés et les sottises que contenaient les décisions et parfois les arrêtés de M. Florimond Desbarbieux.

Comme premier magistrat de la commune, il a voulu si bien semer l'union et la concorde entre tous les citoyens, qu'au lieu d'avoir devant lui un parti adverse comme jadis, il a de plus aujourd'hui un parti ennemi. Les socialistes révolutionnaires, autrement dit les *Kimpistes*, sont fiers de lui porter le défi à toute heure et dans toute circonstance : « Florimond in n'a pos les dogts crochus pous gaingni s'semaine. »

Nous savons tous de quelle façon les collectivistes ont accompli les promesses qu'ils avaient faites lors du renouvellement de leurs mandats de conseillers municipaux. Nous en sommes tous très satisfaits, ce qui est surtout à remarquer, c'est l'ordre dans les finances. M. Florimond Desbarbieux a oublié l'intérêt des contribuables et des commerçants, mais n'a pas perdu son temps pour devenir grand actionnaire et propriétaire de maisons d'une réelle valeur. Il est vrai que « chez Florimond in vind des tuaux in plomb à usache de porte-vox pour attatchi Jules Guyot, l'ex-secrétaire d'la mairie, et aussi pour crii : Ugène à Roubaix! à la sortie d'une réunion de patriotes. In vind des soutanes et des calottes pou les tchurés et leus acolytes. In vind aussi des casseroles et des bidons in cuiffe pou les musiciens de l'Grande Harmonie. In vind même des harnais et des capotes in étain pou les tchins de flamidiens Basquin et les cochons de penneterre Halluin. A ch't'heure, y a un' nouveauté du grand bazar de Paris, ch'est des vestes desbarbiensardes sur mesure pou sin parti et pour l'oeu des radicaux égo....istes. »

Citoyens croisiens,

Maintenant, c'est la lutte. L'heure a sonné où nous allons, par notre vote, chasser de la mairie ces monstres, ces tyrans qui ont osé voter l'expulsion des religieuses et adresser des félicitations au ministère Combes. Nous allons reprendre notre place dans les rangs. Nous voulons désormais user de tous nos droits, nous voulons la liberté pour tous.

La liberté, raison d'être des républicains, motif des démocraties, on ne la demande pas, on l'exige, on l'impose.

Electeurs, frères d'armes, sincères patriotes, vrais Français, au nom de la liberté individuelle, familiale, sociale et nationale; au nom des droits de l'homme, votez pour les candidats, soucieux des intérêts de tous, de la prospérité et du bien-être de tous les croisiens, sans distinction de nuance politique.

Votez tous pour la liste des candidats *républicains progressistes antiministériels*, les seuls vrais défenseurs de vos droits et de la liberté.

Vive Croix! Vive la République libre!

Un groupe d'électeurs.

—×—

Une conférence des citoyens Guesde et Delory

Les collectivistes-révolutionnaires ont tenu, vendredi, une grande réunion à l'estaminet Turpin, rue de l'Amiral-Courbet.

Des discours ont été prononcés par les citoyens Jules Guesde, président, Delory, maire de Lille et Brack, secrétaire du comité central parisien. Tous trois, et particulièrement le maire de Lille, ont stigmatisé les « anciens frères », comme Desbarbieux et ses amis, qui, ayant reçu des mandats municipaux en 1896, ont continué à les détenir, après avoir abandonné le parti qui les avait élus.

A WASQUEHAL

La circulaire qu'on va lire est distribuée ce matin à Wasquehal :

A chacun ses œuvres!

Les radicaux-collectivistes se parent des plumes du paon; ils s'attribuent toutes sortes de réformes auxquelles ils sont complètement étrangers.

Rétablissons en quelques mots la vérité.

Ce n'est pas à eux qu'on doit : ni les secours aux réservistes, ni le charbon de la maison des pauvres, ni les nouvelles écoles du Capreau, ni l'envoi d'enfants au sanatorium, ni les fournitures scolaires gratuites, ni les subventions aux sociétés mutualistes, ni l'amélioration de l'éclairage public, ni le projet d'une cabine téléphonique, ni les bourses supplémentaires pour les vieillards, ni les distributions extraordinaires de charbon aux indigents, ni enfin la suppression de la cote personnelle mobilière sur les loyers au-dessous de 20 francs.

Dire que l'Administration actuelle a fait tout cela, c'est mentir! C'est faire comme le marquis de Carabas, revendiquer champs et châteaux qui appartiennent aux autres! C'est tromper les électeurs! Car tout cela est l'œuvre de leurs prédécesseurs ou a été proposé par les républicains.

D'autre part, les choses utiles qu'ils ont votées, les républicains les ont votées comme eux, par exemple: les vœux en faveur de la suppression des taxes militaires, la construction d'un préau à l'école du Capreau, le crédit pour l'assainissement de la Marque, etc. Ce n'est donc pas à eux seuls qu'on les doit.

Ils ont du toupet quand ils disent qu'ils ont amélioré la voirie, alors qu'ils n'ont rien fait sur ce chapitre. Depuis qu'ils sont au pouvoir, les fossés et les ruisseaux sont mal entretenus, si bien que la moindre pluie amène des inondations.

Mais leur audace est par trop forte, quand ils prétendent avoir exonéré les petits locataires. Si les loyers en-dessous de 20 francs ont été imposés, c'est bien de leur faute; les répartiteurs désignés par eux en sont la cause. Si les petits locataires ne paient plus l'an prochain, ils devront cette faveur aux répartiteurs nommés par les républicains. Et si les contribuables ont vu augmenter leurs impôts, ils ne doivent s'en prendre qu'à l'administration de M. Lejeune-Mulliez, car elle aurait pu éviter cette augmentation par un peu plus de prévoyance.

Que faut-il donc conclure?

Les collectivistes présentent des outres creuses aux électeurs. Après trois ans d'exercice, ils ont les mains vides.

Il faut les congédier.

A LANNOY

Une importante réunion électorale a eu lieu vendredi soir au café de l'Hôtel de Ville. Elle était organisée par l'*Association Républicaine Libérale* de Lannoy.

M. le docteur [illegible] a expliqué la nécessité de porter les élections municipales sur le terrain politique, parce que d'abord les conseils municipaux seront appelés l'année prochaine à nommer des délégués sénatoriaux et parce que, en outre, M. Combes lui-même a voulu que ces élections soient la réprobation ou l'approbation de ses actes.

L'orateur trace le tableau ou nos gouvernants ont réduit la France :

Plus de libertés de conscience, d'enseignement, d'association. O n'a épargné aucune des libertés dont la France s'enorgueillissait. On a démoralisé la France, désorganisé l'armée et la marine. L'orateur le prouve par des arguments sans réplique tirés d'ailleurs, des faits qui sont patents pour tous.

M. Parmentier a ensuite développé, article par article, le programme municipal des candidats progressistes et libéraux.

Respecter tous les droits, toutes les libertés; terminer le réseau d'eaux potables; établir l'égalité complète de tous les enfants des écoles; rétablir un ouvroir municipal; diviser les services municipaux; laisser aux assistés la liberté de choisir leur médecin; faire des économies; établir une caisse de secours en faveur des ouvriers victimes du chômage; créer un secrétariat populaire municipal, où les habitants seront gratuitement aidés à défendre leurs intérêts; retirer l'arrêté arbitraire contre les cortèges et réunions; organiser des fêtes publiques qui profitent au petit commerce: voilà ce que